

**Art. 15.** L'ancienneté pécuniaire est fixée par l'Exécutif flamand au moment de la nomination.

Pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire, les services suivants sont pris en compte :

1. les prestations effectives fournies en tant que membre du personnel d'un service public, ayant contribué à acquérir l'expérience utile telles que précisées dans l'analyse de fonction;
2. la durée de la mise à la disposition, même sans traitement, accordée au membre du personnel pour accomplir une mission dans l'intérêt de l'enseignement supérieur ou dans l'intérêt de la science;
3. la durée des services prestés par le membre du personnel avant son entrée en service auprès des Administrations ou des services visés à l'article 1er, en qualité de membre du personnel enseignant ou scientifique d'une université belge ou d'un établissement assimilé ou d'une université étrangère dont les diplômes sont reconnus équivalents;
4. la durée des activités scientifiques du membre du personnel avant son entrée en service auprès des administrations ou des services visés à l'article 1er, en tant que bénéficiaire d'une rétribution ou d'une allocation accordée par :
  - a) le gouvernement belge, un Exécutif, un organisme international reconnu par la Belgique ou par l'Exécutif flamand ou par un pays étranger avec lequel la Belgique ou l'Exécutif flamand a conclu un accord ou une convention culturelle, scientifique ou technologique, les activités concernées cadrant dans cet accord ou cette convention;

b) les provinces, les communes, le Fonds national de Recherche scientifique, l'Institut pour la Promotion de la Recherche scientifique dans l'Industrie et dans l'Agriculture, les établissements scientifiques de l'Etat, de la Communauté flamande ou de la Région flamande, ainsi que par tout autre service ou établissement public ou privé de recherche scientifique ou de financement de la recherche scientifique, pour autant que ces établissements et services auprès desquels l'activité scientifique a été effectuée, figurent dans la liste établie par le Ministre chargé de la coordination de la politique scientifique sur avis de la Commission interministérielle de la Politique scientifique.

Pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire, la durée des services prestés en tant que titulaire d'une fonction à prestations réduites est proportionnellement prise en compte.

#### CHAPITRE III. — Dispositions modificatives et finales

**Art. 16.** A l'arrêté de l'Exécutif flamand du 17 juillet 1985 portant création d'un Conseil flamand de la Politique scientifique, l'article 10 est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 10. § 1er. Le secrétariat du conseil est assuré par des membres du personnel qui sont mis à sa disposition par le Ministère de la Communauté flamande, et comporte un chercheur et un attaché. Ces personnes sont désignées par le Ministre communautaire fonctionnellement compétent, sur la proposition commune du président du conseil et du premier chargé de mission. Ils effectuent les missions dont ils sont chargés par le président du conseil.

§ 2. Le conseil peut respectivement accorder le titre de secrétaire et de secrétaire adjoint du Conseil flamand de la Politique scientifique au chercheur et à l'attaché."

**Art. 17.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 18.** Le Ministre communautaire des Affaires intérieures et de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 31 juillet 1991.

Le Président de l'Exécutif flamand  
et Ministre communautaire des Finances et du Budget,  
G. GEENS

Le Ministre communautaire des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
L. VAN DEN BOSSCHE

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 91 — 2755

[C — 27444]

**18 JUILLET 1991. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon  
concernant les attestations de qualité, d'origine locale ou d'origine wallonne,  
à délivrer par les organismes certificateurs**

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 7 septembre 1989 concernant l'attribution du label de qualité wallon, l'appellation d'origine wallonne et l'appellation d'origine locale, et plus particulièrement son article 3;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant la nécessité de prendre sans délai les mesures nécessaires à la mise en oeuvre du nouveau système de certification institué par le décret du 7 septembre 1989;

Sur proposition du Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale, et du Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

Arrête :

**Article 1er.** Les organismes certificateurs agréés par l'Exécutif régional wallon sont chargés de délivrer des attestations de label de qualité wallon.

Le modèle à utiliser est le suivant :

#### Attestation de label de qualité wallon

L'organisme certificateur agréé ..... certifie par cette attestation que le....., ci-dénoté ..... , produit par ..... a fait l'objet de contrôles permettant de vérifier le respect des conditions fixées par le cahier des charges agréé en date du ..... par l'Exécutif régional wallon.

Le présent label de qualité wallon atteste que le produit ..... a été fabriqué ou transformé en Wallonie et répond au niveau de qualité tel que défini dans le cahier des charges susmentionné.

Le bénéficiaire de l'attestation est autorisé à apposer sur le produit contrôlé le sigle "Label de qualité wallon" arrêté par l'Exécutif régional wallon en date du ..... et repris en en-tête.

**Art. 2.** Les organismes certificateurs agréés par l'Exécutif régional wallon sont chargés de délivrer des attestations d'appellation d'origine locale.

Le modèle à utiliser est le suivant :

#### Attestation d'appellation d'origine locale

L'organisme certificateur agréé ..... certifie par cette attestation que ..... produit par ..... a fait l'objet de contrôles permettant de vérifier le respect des conditions fixées par le cahier des charges agréé en date du ..... par l'Exécutif régional wallon.

La présente appellation d'origine locale atteste que ..... est originaire de ..... et possède un niveau de qualité et des caractères déterminés exclusivement ou essentiellement par son origine géographique.

Le bénéficiaire de cette attestation est autorisé à apposer sur le produit susvisé le sigle "Appellation d'origine locale" arrêté par l'Exécutif régional wallon en date du ..... et repris en en-tête, suivi de la dénomination .....

**Art. 3.** Les organismes certificateurs agréés par l'Exécutif régional wallon sont chargés de délivrer des attestations d'appellation d'origine wallonne.

Le modèle à utiliser est le suivant :

#### Attestation d'appellation d'origine wallonne

L'organisme certificateur agréé ..... certifie par cette attestation que ..... produit par ..... a effectivement été produit ou transformé en Wallonie.

Le bénéficiaire de cette attestation est autorisé à apposer sur le produit susvisé le sigle "Appellation d'origine wallonne" arrêté par l'Exécutif régional wallon en date du ..... et repris en en-tête.

Namur, le 18 juillet 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre chargé de l'Agriculture,  
de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 91 — 2755

[C — 27444]

#### 18. JULI 1991. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive über die von den bescheinigenden Stellen auszustellenden Bescheinigungen über die Güte, den lokalen Ursprung oder den Wallonischen Ursprung

Aufgrund des Dekrets vom 7. September 1989 über die Ausstellung des Wallonischen Qualitätszeichens, die Bezeichnung des wallonischen Ursprungs und die Bezeichnung des lokalen Ursprungs, insbesondere seines Artikels 3;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 9. August 1980, vom 16. Juni 1989 und vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß die zur Einsetzung des durch das Dekret vom 7. September 1989 eingeführten neuen Kennzeichnungssystems erforderlichen Maßnahmen unverzüglich getroffen werden müssen;

Auf Vorschlag des Ministers-Vorsitzenden der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem regionalen öffentlichen Dienst, und des Ministers der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

**Artikel 1.** Die von der Wallonischen Regionalexekutive anerkannten bescheinigenden Stellen sind beauftragt, Bescheinigungen über das Wallonische Gütezeichen auszustellen.

Das Muster, das benutzt werden muß, ist das folgende :

#### Bescheinigung über das Wallonische Gütezeichen

Die anerkannte bescheinigende Stelle ..... bestätigt mit dieser Bescheinigung, daß der/die/das von ..... erzeugte ..... genannt, Kontrollen zur Überprüfung der Beachtung der durch das am ..... von der Wallonischen Regionalexekutive genehmigte Lastenheft festgelegten Bedingungen unterzogen worden ist.

Vorliegendes wallonische Gütezeichen belegt, daß das Erzeugnis ..... in Wallonien hergestellt bzw. verarbeitet worden ist und dem im obenerwähnten Lastenheft bestimmten Gütegrad genügt.

Der Empfänger der Bescheinigung ist berechtigt, das am ..... von der Wallonischen Regionalexekutive bestimmte und als Titel übernommene Zeichen "Label de qualité wallon" (wallonisches Gütezeichen) auf dem geprüften Erzeugnis anzubringen.

**Art. 2.** Die von der Wallonischen Regionalexekutive anerkannten bescheinigenden Stellen sind beauftragt, Bescheinigungen über die lokale Ursprungsbezeichnung auszustellen.

Das Muster, das benutzt werden muß, ist das folgende :

#### Bescheinigung über die lokale Ursprungsbezeichnung

Die anerkannte bescheinigende Stelle ..... bestätigt mit dieser Bescheinigung, daß der/die/das von ..... erzeugte ..... Kontrollen zur Überprüfung der Beachtung der durch das am ..... von der Wallonischen Regionalexekutive genehmigte Lastenheft festgelegten Bedingungen unterzogen worden ist.

Vorliegende lokale Ursprungsbezeichnung belegt, daß ..... aus ..... stammt sowie einen Gütegrad und Eigenschaften besitzt, die ausschließlich bzw. im wesentlichen durch seine/ihre geographische Herkunft bestimmt sind.

Der Empfänger dieser Bescheinigung ist berechtigt, das am ..... von der Wallonischen Regionalexekutive bestimmte und als Titel übernommene Zeichen "Appellation d'origine locale" (lokale Ursprungsbezeichnung) und daneben den Namen ..... anzubringen auf dem obenerwähnten Erzeugnis.

**Art. 3.** Die von der Wallonischen Regionalexekutive anerkannten bescheinigenden Stellen sind beauftragt, Bescheinigungen über die wallonische Ursprungsbezeichnung auszustellen.

Das Muster, das benutzt werden muß, ist das folgende :

#### Bescheinigung über die Wallonische Ursprungsbezeichnung

Die anerkannte bescheinigende Stelle ..... bestätigt mit dieser Bescheinigung, daß der/die/das von ..... erzeugte ..... tatsächlich in Wallonien hergestellt bzw. verarbeitet worden ist.

Der Empfänger dieser Bescheinigung ist berechtigt, das am ..... von der Wallonischen Regionalexekutive bestimmte und als Titel übernommene Zeichen "Appellation d'origine wallonne" (wallonische Ursprungsbezeichnung) auf dem obenerwähnten Erzeugnis anzubringen.

Namur, den 18. Juli 1991.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem regionalen öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister, beauftragt mit der Landwirtschaft,  
der Umwelt und dem Wohnungswesen für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 91 — 2755

[C — 27444]

18 JULI 1991. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve  
betreffende de door de attesterende instellingen af te geven verklaringen van kwaliteit,  
van plaatselijke of van Waalse herkomst

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van 7 september 1989 betreffende de toekenning van de Waalse kwaliteitslabel, de benaming van Waalse en plaatselijke herkomst, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1980 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende de noodzaak om onverwijld de noodzakelijke maatregelen te treffen met het oog op de toepassing van het nieuwe attesterende systeem dat door het decreet van 7 september 1989 werd ingesteld;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met Economie, KMO's en het Regionaal Openbaar Ambt, en van de Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,

Besluit :

**Artikel 1.** De door de Waalse Gewestexecutieve erkende attesterende instellingen worden ermee belast de Waalse kwaliteitslabels af te geven.

Het daartoe te gebruiken model wordt hierbij gevoegd :

**"Attestation de label de qualité wallon"**

De erkende attesterende instelling (naam van de instelling)..... verklaart door die verklaring dat (naam van het produkt) ....., hierna genoemd ....., geproduceerd door ....., het voorwerp is geweest van controles waarbij het mogelijk is na te gaan of de voorwaarden vastgesteld in het bestek goedgekeurd op ..... (datum) door de Waalse Gewestexecutieve in acht genomen worden.

Dit Waalse kwaliteitslabel bewijst dat het produkt (naam van het produkt)..... in Wallonië vervaardigd en verwerkt werd en aan de kwaliteitsnormen zoals bepaald in voornoemd bestek voldoet.

De houder van de verklaring wordt ertoe gemachtigd de afkorting "Label de qualité wallon", vastgesteld door de Waalse Gewestexecutieve op (datum)..... en die in het opschrift voorkomt, op het gecontroleerde produkt aan te brengen.

**Art. 2.** De door de Waalse Gewestexecutieve erkende attesterende instellingen worden ermee belast verklaringen van benaming van plaatselijke herkomst af te geven.

Het daartoe te gebruiken model wordt hierbij gevoegd :

**"Attestation d'appellation d'origine locale"**

De erkende attesterende instelling (naam van de instelling)..... verklaart door die verklaring dat (naam van het produkt) ....., geproduceerd door ....., het voorwerp is geweest van controles waarbij het mogelijk is na te gaan of de voorwaarden vastgesteld in het bestek goedgekeurd op (datum)..... door de Waalse Gewestexecutieve in acht worden genomen.

Die verklaring van benaming van plaatselijke herkomst bewijst dat (naam van het produkt) ..... afkomstig is van ..... en aan de kwaliteitsnormen en kenmerken die uitsluitend en essentieel door zijn geografische oorsprong worden bepaald, voldoet.

De houder van die verklaring wordt ertoe gemachtigd de afkorting "Appellation d'origine locale", vastgesteld op (datum) ..... door de Waalse Gewestexecutieve en die in het opschrift voorkomt, gevolgd door de benaming ....., op voornoemd produkt aan te brengen.

**Art. 3.** De door de Waalse Gewestexecutieve erkende attesterende instellingen worden ermee belast verklaringen van benaming van Waalse herkomst af te geven.

Het daartoe te gebruiken model wordt hierbij gevoegd :

**"Attestation d'appellation d'origine wallonne"**

De erkende attesterende instelling ..... verklaart door die verklaring dat (naam van het produkt) ....., geproduceerd door ..... werkelijk in Wallonië vervaardigd of verwerkt werd.

De houder van die verklaring wordt ertoe gemachtigd de afkorting "Appellation d'origine wallonne", vastgesteld door de Waalse Gewestexecutieve op (datum) ..... en die in het opschrift voorkomt, op voornoemd produkt aan te brengen.

Namen, 18 juli 1991.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,

G. LUTGEN

## AUTRES ARRÊTÉS — ANDERE BESLUITEN

### MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

#### Agréments accordés à des fonds de pensions pour exercer une activité de prévoyance

Par arrêté royal du 5 août 1991, l'agrément est accordé au fonds de pensions « Allied-Signal Europe Employee Benefit Fund A.S.B.L./V.Z.W. » (code administratif : 50.428), association sans but lucratif, dont le siège social est situé avenue Louise 480, à 1050 Bruxelles, pour exercer une activité de prévoyance.

Cet arrêté entre en vigueur le jour de la présente publication.

### MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

#### Toelatingen verleend aan pensioenfondsen om een voorzorgsactiviteit uit te oefenen

Bij koninklijk besluit van 5 augustus 1991 wordt aan het pensioenfonds « Allied-Signal Europe Employee Benefit Fund A.S.B.L./V.Z.W. » (administratief codenummer : 50.428), waarvan de maatschappelijke zetel is gevestigd Louizalaan 480, te 1050 Brussel, toelating verleend om een voorzorgsactiviteit uit te oefenen.

Dit besluit treedt in werking vanaf de onderhavige bekendmaking.